



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 20 mars 2024
(OR. en)

Dossier interinstitutionnel:
2020/0011(NLE)

7671/24
ADD 3

SOC 204
EMPL 113
ANTIDISCRIM 41
GENDER 40
SAN 154
FREMP 143
ILO 9

NOTE POINT "I/A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents (1 ^{re} partie)/Conseil
Objet:	Proposition de décision du Conseil invitant les États membres à ratifier, dans l'intérêt de l'Union européenne, la convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019, de l'Organisation internationale du travail - Déclaration de la République tchèque

Les délégations trouveront en annexe une déclaration de la République tchèque concernant la proposition susvisée.

**DÉCLARATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE CONCERNANT LA
PROPOSITION DE DÉCISION DU CONSEIL INVITANT LES ÉTATS MEMBRES À
RATIFIER LA CONVENTION (N° 190) SUR LA VIOLENCE ET LE HARCÈLEMENT,
2019, DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

La République tchèque tient à rappeler la position qu'elle a exprimée à de nombreuses reprises au cours des négociations concernant cette décision ainsi que les décisions antérieures du Conseil invitant ou autorisant les États membres de l'UE à ratifier les conventions et protocoles de l'OIT. La République tchèque a toujours interprété ces décisions du Conseil comme des mesures n'imposant aucune obligation de ratifier les conventions internationales en question. Ainsi, elles prévoient la possibilité de ratification, tout en maintenant le principe de plein respect des États membres de l'UE en tant que membres à part entière de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans ce contexte, chaque État membre conserve sa liberté de choix pour le lancement du processus de ratification et est uniquement guidé par ses procédures nationales de prise de décision, sans être soumis à des mesures concernant des violations des traités.

La République tchèque insiste sur la nécessité d'une confirmation explicite qui permettrait aux États membres de ratifier volontairement, dans leur juridiction nationale, la convention (n° 190) de l'OIT. Si cette condition n'est pas remplie, et en l'absence d'interprétation juridique claire lors de la réunion du Coreper du 19 juillet 2023, la République tchèque n'est pas en mesure de soutenir la décision du Conseil concernant la convention (n° 190) de l'OIT et s'abstient donc lors du vote.

La République tchèque note et accueille avec satisfaction les affirmations de la Commission, exprimées à plusieurs reprises, en faveur du maintien de la pratique existante concernant cette décision et toutes les décisions antérieures du Conseil, selon lesquelles elle ne prendra aucune mesure pour imposer la ratification des conventions et protocoles de l'OIT par les États membres.